

Convention collective

**IDCC : 8112. – EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE
ET D'ÉLEVAGE**

(Ile-de-France, Seine-et-Marne exceptée)

(6 décembre 1963)

(Etendue par arrêté du 7 septembre 1964,

Journal officiel du 8 octobre 1964)

Convention collective

**IDCC : 8117. – ENTREPRISES ET EXPLOITATIONS AGRICOLES
DE POLYCULTURE, D'ÉLEVAGE, D'AVICULTURE ET CUMA**

(Seine-et-Marne)

ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES, RURAUX ET FORESTIERS

(Ile-de-France)

(12 février 1964)

(Etendue par arrêté du 22 mars 1965,

Journal officiel du 16 avril 1965)

AVENANT N° 6 DU 29 JUIN 2015

NOR : AGRS1597270M

IDCC : 8112, 8117

Entre :

La FRSEA d'Ile-de-France ;

La FRCUMA de Seine-et-Marne et d'Ile-de-France Ouest ;

Le groupement des entrepreneurs de travaux agricoles de l'Ile-de-France,

D'une part, et

L'URSAF CGT ;

Le SNCEA CFE-CGC,

La FGTA FO ;

Le SFPAH CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux signataires de l'accord collectif de prévoyance du 16 juin 2008 se sont accordés pour procéder à une évolution des cotisations prévoyance (portabilité incluse).

Article 1^{er}

Le deuxième alinéa du A de l'article 7 « Cotisations et organisme gestionnaire » de l'accord ainsi que le tableau de cotisations sont modifiés comme suit :

« Les cotisations avec portabilité incluse sont fondées sur les éléments de rémunération entrant dans l'assiette des cotisations de sécurité sociale et réparties comme suit :

(En pourcentage.)

	TAUX	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Incapacité de travail	0,72	0,31 (*)	0,41
Invalidité	0,31	0,27	0,04
Décès	0,41	0,41	–
Assurance des charges sociales patronales	0,11	0,11	–
Total	1,55	1,10	0,45

(*) Cette cotisation de 0,31 % correspond au financement des dispositions sur la mensualisation prévue par les articles L. 1226-1 et D. 1226-2 du code du travail, ainsi qu'au financement des prestations complémentaires en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle. »

Article 2

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du trimestre civil suivant celui de la publication de son arrêté d'extension.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé, en cinq exemplaires, à la DIRECCTE d'Ile-de-France, 19-21, rue Madeleine-Vionnet, 93300 Aubervilliers.

Fait à Paris, le 29 juin 2015.

(Suivent les signatures.)